

# Collège

## À qui le tour ?

Après la casse du Code du Travail, le gouvernement a décidé de s'attaquer, avec la même rapidité et la même brutalité, aux salarié·es à « statut ». « Premiers de cordée », les cheminot·es et leurs prétendus privilèges. Leur lutte est la nôtre, non seulement car nous sommes solidaires de leurs légitimes revendications mais aussi car le même type d'arguments mensongers sur les « privilèges » va être resservi dans la foulée pour imposer un traitement de choc à la Fonction publique.

Le nouveau livre de chevet du ministre Darmanin, «*Refonder le contrat social avec les agents publics (CAP 2022)*» y affiche clairement la couleur dans un cocktail qui reprend tous les dogmes libéraux et austéritaires :

- renforcement de la précarité avec la généralisation du recours aux contractuel·les, en lieu et place d'agent·es dont le statut garantit l'indépendance ;
- généralisation du salaire au mérite pour « maîtriser la masse salariale » et renforcer le rôle de la hiérarchie en mettant en concurrence les personnels entre eux ;
- prévision de plans collectifs de départs « volontaires » pour faire encore pire que les 120 000 suppressions de postes annoncées ;
- suppression, fusion ou réduction d'instances représentatives essentielles (CHSCT, CAPA...) afin de gérer la carrière des personnels de façon discrétionnaire, en écartant la possibilité de contrôle des élu·es représentant les personnels.

## Des classes à plus de 30 élèves en collège ?

Notre président jupitérien n'est jamais à court d'idées. En déplacement en Touraine, le voilà qui déclarait : « *Des collèges qui ont moins de 30 élèves par classe, ce n'est pas bon, même pour les élèves* ». Bourde de celui qui supervise de loin les dossiers de l'Éducation ? Que nenni, c'est qu'il faut bien financer ses dernières trouvailles (par exemple la suppression de l'« Exit Taxe »). Quoi de plus naturel alors que d'augmenter les effectifs par classe pour réaliser des économies d'échelle ? Toutes les recherches démontrent que le nombre d'élèves par classe est un facteur déterminant de réussite ? Bof, c'est l'ancien monde ! Privilégier les très riches et en même temps taper sur les milieux populaires, voilà le nouveau monde ! La CGT Educ'action rappelle qu'elle milite pour un effectif de classe limité à 20 élèves et 15 en Éducation prioritaire.

## Quoi de neuf dans l'Éducation ?

Les réformes Blanquer frappent par leur cohérence. De la maternelle à l'université, il s'agit d'imposer une École qui ne cherche plus à compenser les inégalités mais simplement à organiser le tri social en faisant des économies et à corseter les pratiques pédagogiques :

- sélection à l'entrée à l'université ;
- orientation plus précoce en lycée général et technologique ;
- développement de l'apprentissage et mise en concurrence des LP avec les CFA privés dans la voie professionnelle ;
- mise en avant des seules neurosciences pour mieux contrôler et homogénéiser les pratiques, dans le 1<sup>er</sup> degré.

Décidemment, il n'y a aucune perspective d'émancipation dans l'école de Blanquer, comme dans la société dont rêve Macron.

## Attaque contre le service public national d'orientation

Avec le projet de loi « *pour la liberté de choisir son orientation professionnelle* », le ministère entend faire plaisir aux Régions en leur donnant la main sur l'orientation, à travers l'information. Le projet prévoit en effet de régionaliser les DRONISEP (l'ONISEP restant national mais une coquille vide puisqu'abondée par les DRONISEP), fermer les CIO et fixer les Psy-EN du secondaire dans les établissements. Avec la gestion des DRONISEP, les Régions ont toute liberté pour sélectionner l'information aux élèves selon leurs politiques de formation, au détriment d'une information objective. La fermeture des CIO laisse craindre une porte ouverte à des agences privées de coaching et le rattachement sur établissement des Psy-En ne pourra que les isoler et les rendre démuni·es face aux exigences des SPRO (Service Public Régional de l'Orientation) qui sont amenés à intervenir de plus en plus dans les établissements.

Le gouvernement, en distinguant orientation et information, nie régionaliser l'orientation. C'est pourtant ce qu'il fait très clairement avec ce projet. Partout les CIO et Psy-En se mobilisent pour maintenir l'égalité d'accès à une aide à l'orientation éclairée et objective.

**En ce mois de mai et de juin, il est plus que temps de conjuguer les luttes au présent, de s'engager avec la CGT pour mener le combat collectif. Retrouvons-nous tou·tes le 9 juin pour la marche des fiertés à Metz à partir de 12h00, place de la république, sur le stand CGT pour lutter contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle et de genre.**